

L'ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» V. Hugo.

ÉDITORIAL

Souhaiter ou vouloir ??

En ce début d'année, de siècle, de millénaire, etc... il est facile de formuler des vœux : nous souhaitons tous, enfin presque tous, que les choses changent et que partout cesse cette violence qui immerge le monde, de l'anéantissement de la Tchécovie à l'occupation de la Palestine, de la terreur des intégristes Talibans en Afghanistan à la répression au Chiapas et l'assassinat de prisonniers en Turquie, des attentats de l'ETA en Espagne aux massacres en Algérie. D'autant que cette violence se rapproche : de plus en plus de jeunes, même dans la France "en paix", passent du racket au meurtre.

Mais le souhait le plus familier *Bonne année et, surtout, bonne santé !* prend cette année une nouvelle connotation : notre santé semble de moins en moins un don du ciel et de plus en plus dépendre de ceux qui préparent notre nourriture.

Dans ces conditions peut-on se contenter de *souhaiter* ?

Alors que notre monde n'a jamais su autant produire, ni aussi bien, la richesse produite est de plus en plus inégalement distribuée et la tricherie sur la qualité est de plus en plus grave. Ceci est tellement révoltant qu'on ne peut plus se contenter de souhaiter que les "responsables" trouvent des accommodements raisonnables à un système qui s'est emballé.

Mais pour que cela change, il faut vraiment le *vouloir*. Laisser les politiciens à leurs querelles et à leurs ambitions personnelles et devenir tous des citoyens qui ne s'en laissent plus conter et avec qui il faut compter. Réfléchir ensemble à cette marchandisation du monde et ses méthodes, aux moyensem-ployés pour pousser à cette course au fric qui conduit si vite au mépris du vivant. Tous autant que nous sommes, du plus modeste au mieux informé, du plus isolé au plus réputé, nous sommes capables de comprendre comment la publicité, la banque, la télévision et la plupart des médias commerciaux nous conditionnent pour nous amener à consommer sans penser. Il faut du courage pour voir que les alibis courants du genre "On n'y peut rien ! Concurrence oblige ! C'est telle ou telle loi de la nature !" sont les arguments de la politique du laisser faire, qui entraînent non seulement démission et soumission, mais aussi cet individualisme grâce auquel, en cherchant à "s'en tirer" on finit par ne plus penser la société dans son ensemble, et, comme les bêtes, par se désintéresser autant du présent que de l'avenir de la société humaine.

Marie-Louise Duboin.

BONNE ANNÉE 2001 À TOUS!



S O M M A I R E

•ACTUALITÉ

1 Souhaiter ou vouloir ? par M-L Duboin.

2 Et vive l'an 2001, par J-P Dufour.

3 Au fil des jours, par J-P Mon.

4 Les hommes sont vachement fous, prions ! par A.Prime.

5 Biologie, financiarisation de la recherche, par J. Guespin.

•RÉFLEXION

7 Arguments (?) verts.

8 Mondialisation et économie, par R.Laillier.

•LECTURES

9 *Les trous noirs de la science économique* de Jacques Sapir, analysé par M-L Duboin.

•TÉMOIGNAGE

11 Mission au Kosovo, par R.Winterhalter et J.Labbé.

•TRIBUNE LIBRE

12 De la compétition au contrat civique, par A.Lavie.

14 La "dérive"

15 Courrier des lecteurs

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES, EN QUATRE PAGES, FIGURAIT DANS LE N°993.

N°1006
janvier
2001

|||Voici des stances dédiées par leur auteur à Jean-Marc Sylvestre, économiste et journaliste

Et vive l'an 2001 !

Que se passe-t-il donc en cette fin de siècle ?
Du millénaire qui vient, que cache le couvercle ?
Où va-t-on de ce pas ? Vers quel Eldorado ?
Suffit-il de courir pour gagner le gros lot ?

Avez-vous remarqué comment tout s'accélère ?
Combien les échéances nous poussent à la galère ?
Pour qui veut aller loin, faut-il aller plus vite ?
Mais qui peut rattraper notre temps qui s'effrite ?

Qui sont ces prétentieux qui nous poussent au vertige
Arguant de cette antienne que partout on inflige :
Le temps c'est de l'argent. L'équation est lâchée !
Ceux qui rêvent en chemin seront tous éjectés !

Nous sommes sur la terre pour être productifs,
Tout autre prétention se révèle sans motif.
C'est que sur notre tête une main invisible
A joué son va-tout de façon prévisible.

Et il n'est pas question d'échapper au bon sort
Que la fée Capital réserve à notre corps.
Quelque part sur la terre un lot de gens savants
Sait créer la monnaie qui lie les pauvres gens.

Ils appliquent à l'argent le secret de la vie :
À sa reproduction ils s'exercent à tout prix !
Nécessaire il nous est, alors il faut plier,
À toutes ses exigences il nous faut succomber.

Parlant de succomber, ça pour sûr on succombe !
Et on ne compte plus le nombre d'hécatombes !
Sur ce plan chaque année rarement nous déçoit,
Depuis que l' monde est monde, chacune vaut son poids !

À voir ce résultat, je pose la question :
Va-t-on encore longtemps se faire damer le pion
Au nom de la doctrine que dicte la finance
Ravalant nos destins à simple manigance ?

Après des millénaires de savoir amassé,
Avec ce savoir-faire aujourd'hui hérité,
Comment se laisser dire que c'est faute d'argent
Qu'on ne peut de nos jours nourrir tous nos enfants ?

Quelle est cette denrée si dure à fabriquer
Qu'on ne peut aujourd'hui produire à satiété ?
Où est ce puits de mine ? Dans quel' banque centrale
Se cache le levier du robinet vénal ?

Quelle est la main qui tient le garrot du crédit,
Poussant l'humanité au bord de l'asphyxie ?
Qu'on nous montre une bonne fois cette pompe à pognon
Qui surgonflant la Bourse, nous laisse les trognons !

Avant que de se perdre en quelque catacombe,
Un jour, à ces questions, il faudra bien répondre.
Le décor est planté depuis longtemps déjà,
Le mythique an 2000 ne les résolut pas.



La venue de l'Euro selon ces mêmes dogmes
Va creuser le fossé et renforcer ces normes
Où sueur, sang et larmes nourrissent les dividendes
Quand les taux d'intérêts engraissent les prébendes.

Nous continuerons donc en cette année qui vient
À nous frayer en vain un fragile chemin
Parmi tous ces écueils qui sont si familiers
Que notre raison peine à les identifier.

Pourtant si l'on sait voir et si l'on veut apprendre
Que de choses sensées nous pourrions tous entendre !
Face à l'obscurité des croyances mutilantes
La force du savoir se fait si pénétrante !

*

— Mais, mon brave Monsieur, de tous temps c'est ainsi !
Vous voulez tout changer ? Sans doute avec des si !!!
En voilà encore un qui croit qu'un tour de main
Suffit au genre humain pour changer son destin !

Mais vous avez vu l'homme ? Cette espèce carnassière !
Peste soit cette race de révolutionnaires
Qui vient nous dire ici qu'on peut changer nos vies
Alors qu'à l'évidence, tout est déjà prédit !

Qu'est-ce donc qui te pousse à vouloir bouleverser
La voie toute tracée qui guide nos destinées ?
Mais tu te prends pour qui ? Tu te crois le Messie ?
Laisse faire le Bon Dieu, baisse ton front, et prie...

Jean-Pierre Dufour.

Payeurs, les pollueurs ?

• Selon le Conseil économique et social, la "catastrophe" de l'Erika «*coûtera cher à la collectivité*» car «*l'État va être obligé d'emprunter et de rembourser quelque 400 millions de francs chaque année pendant dix ans.*»

• À la suite de la décision du gouvernement de supprimer les farines carnées dans l'alimentation animale, un décret paru au Journal officiel du 2 décembre fixe le montant des indemnités destinées aux producteurs de graisses et farines animales. Ces indemnités vont de 1.600 francs à 2.600 francs la tonne suivant les quantités qui étaient produites.

Non seulement ils nous empoisonnent, mais en plus il faut les payer pour qu'ils arrêtent !

• Les gros éleveurs de la FNSEA, qui pratiquaient (ou pratiquent encore) l'élevage en batterie de veaux livrés en même temps que la nourriture qui va avec, est-on bien sûr que nombre d'entre eux n'ont pas continué à donner des farines carnées à leurs animaux bien après leur interdiction... histoire d'épuiser leurs stocks?¹ — Aucune importance, le contribuable paiera ! Cela lui coûtera plus de 3 milliards de francs pris sur le budget 2001. Mais, ça n'est pas assez pour la FNSEA qui promet la "guerilla" au ministre de l'agriculture si elle n'obtient pas des avances de trésorerie, un financement public français et européen pour l'abattage des bovins invendus et des aides pour compenser les pertes de revenus liés à la baisse des cours.

Mais ne vous y trompez pas : la FNSEA reste toujours fortement attachée à l'économie libérale ... et notamment à la baisse des impôts, bien sûr!

* * *

L'emploi avant tout

«*Le chômage continue de baisser à bon rythme... Il a reculé de 2,4 % en octobre et de presque 17% en un an... L'économie française ... est devenue une formidable machine à créer des emplois : 565.000 cette année (dont 90% dans le privé) et 1,5 million ces trois dernières années... La baisse du chômage doit rester l'objectif premier de la politique économique du gouvernement. La meilleure façon de l'atteindre est de tout faire pour maintenir la croissance au plus haut...*»². Il y a tout juste un an, dans un éditorial intitulé "Tout va bien, mais..."³, je montrais que la réalité n'était pas aussi rose (!) que semblaient l'indiquer les statistiques du ministère du travail. L'INSEE vient de montrer⁴ que, malgré la croissance et la baisse du chômage, le nombre de travailleurs pauvres continue à augmenter. Cette enquête révèle que 6% de la population active est pauvre (le seuil de pauvreté étant évalué officiellement à 3.500 francs par mois). Contrairement à ce que l'on pourrait croire, ces travailleurs pauvres ne se trouvent

pas uniquement parmi des stagiaires ou parmi des chômeurs alternant périodes d'activité et de chômage en cours d'année. Ils peuvent être salariés toute l'année avec un contrat à durée indéterminée, à temps plein ou à temps partiel, ou encore être travailleurs indépendants. Plus de la moitié d'entre eux travaillent dans le même établissement depuis plus de 5 ans. L'INSEE donne le nombre de ces travailleurs pauvres que l'on trouve dans ces diverses catégories. Si l'on compte les adultes (avec ou sans travail) qui vivent avec eux on arrive à un total de plus de 2 millions de personnes qui sont dans la pauvreté. À ce nombre, il faut ajouter 830.000 enfants. Rappelons qu'il ne s'agit là que de personnes **en activité**. Et il ne faut pas oublier les 550.000 chômeurs indemnisés qui sont tout aussi pauvres. Et il ne faut pas compter sur les *start-up* pour améliorer leur situation. Pas plus que sur les propositions "anglo-saxonnes" du Conseil d'analyse économique de Lionel Jospin⁵.

* * *

Suppressions d'emplois

Les États-Unis donnent le signal :

• A Detroit, on rejoue "Roger et moi": le nouveau président de General Motors, numéro un mondial de l'automobile, a annoncé le 12 décembre un important plan de restructuration et la suppression de 15.000 emplois, malgré un bénéfice net de 5,7 milliards de dollars en 1999⁶.

• En raison de mauvais résultats, le groupe informatique français Bull va supprimer 1.800 emplois, soit 10%, de son effectif. Le plan de restructuration de 1999 avait déjà entraîné 1.760 suppressions d'emplois⁷.

• La fusion entre les deux banques américaines Chase/JP Mogan devrait entraîner 5.000 suppressions d'emplois, soit 2.000 de plus que prévu⁸.

• Le fabricant de tabac franco-espagnol Altadis (issu de la fusion SEITA-Tabacalera) va fermer 6 usines et supprimer 2.150 emplois en Espagne⁹.

• En Chine, selon la Banque de développement asiatique, malgré un PIB en croissance de 8%, la restructuration des entreprises d'État va entraîner la mise au chômage de 90 millions de personnes.

• Whirpool, le numéro Un mondial de l'électroménager, vient d'annoncer un plan de restructuration qui comporte la suppression de 6.300 personnes, soit 10% de ses effectifs¹⁰.

• Le groupe Gillette va supprimer 2.700 emplois, soit 8% de ses effectifs, et fermer 8 usines et 13 centres de distribution¹¹.

Jean-Pierre Mon



1. L'interdiction de nourrir les bovins avec des farines carnées date de 1990. Or, des bovins nés après 1993 sont atteints d'ESB... Il y a eu des importations frauduleuses de farines animales, entre 1993 et 1996, alors qu'on en connaissait la nocivité. Comme il est très improbable que les bovins se soient servis eux-mêmes, il faut bien admettre qu'il y a eu des éleveurs pour leur donner ces farines ! Ce sont sans doute ceux qui crient le plus fort.
2. *Le Monde*, 2 décembre 2 000, éditorial.
3. *GR-ED*, N° 994, décembre 1999.
4. *Économie et statistiques*, n° 335, décembre 2 000.
5. Voir, par exemple, *Le Monde* du 6 décembre 2 000.
6. *Le Monde*, 14 décembre 2 000.
7. *Le Monde*, 2 décembre 2 000.
8. *Wall Street Journal*, 30 novembre 2 000.
9. *Les Échos*, 4 décembre 2 000.
10. *Le Monde*, 15 décembre 2 000.
11. *Le Monde*, 20 décembre 2 000.

Les hommes sont vachement fous : prions !

C'est la recommandation spirituelle du *Canard enchaîné* en conclusion d'un article sur la vache folle. Notre intention n'est pas de refaire l'histoire (du reste inachevée) des débats, déclarations et manifestations concernant la maladie de la vache folle, mais seulement de rappeler le comportement de l'Europe vis-à-vis de l'Amérique, et vice versa, depuis des décennies à propos des nourritures animales.

Les farines animales étant enfin interdites, il va falloir compenser avec des oléoprotéagineux. Oui, mais voilà! Depuis les accords de Blair House, en 1993, et les dernières négociations de l'OMC, l'Europe ne peut plus les produire librement. Les surfaces sont contingentées.

En 1962, les Américains s'estimant lésés par les relations privilégiées entre les pays européens¹ ont obtenu de pouvoir déverser sur la CEE **sans aucune taxe** leur soja trois fois moins cher que

le blé. Or la France, et notamment la CEE, ont des excédents de blé. On arrive à ce paradoxe ubuesque : l'Europe doit subventionner à l'exportation (pour être concurrentielle) le blé dont elle aurait pu nourrir ses animaux : bovins, porcs, volailles. Mais ce n'est pas tout : lors du Kennedy Round en 1964, l'Amérique exigea que les tourteaux de maïs (déchets de l'agriculture et des amidonneries) entrent également sans droits de douane. Ils sont tout aussi énergétiques et encore moins chers¹. Les Américains, eux, préfèrent donner à leurs animaux du maïs plutôt que ces sous-produits.

Et maintenant, va-t-on encore céder à cette dictature américaine du marché qui ne dit pas son nom ? Importer les produits des États-Unis génétiquement modifiés pour compenser la suppression des farines animales ? Ou va-t-on enfin secouer le joug et nous prendre en main, faire la preuve du volontarisme de l'Europe et, s'il le faut, de la France seule, l'Europe étant influencée par le cheval de Troie des États-Unis qu'est la perfide Albion : cette attitude phare a fini par être payante pour la suppression des farines animales chez nos partenaires. Va-t-on enfin défier les États-Unis et cultiver pois, luzerne, tournesols, lupins etc. selon **nos** besoins, sur **nos** terres fertiles que Bruxelles nous a contraints de geler ?

Ce n'est sûrement pas demain que les gouvernements de quelque couleur qu'ils soient, de quelque pays que ce soit, oseront s'attaquer aux lobbies des constructeurs de camions et des pétroliers. Quelques chiffres éloquentes :

- en 1970, le transport routier représentait moins de 50% du trafic ; aujourd'hui, 80%
- sur la lancée actuelle, la consommation du pétrole en 2020 se répartira ainsi : industrie 7%, tertiaire 8 %, résidentiel 14%, secteur transport 71%.

Or l'étude des coûts moyens des différents modes de transport s'avère éloquentes. En prenant comme base 100, on obtient 122 pour le transport fluvial, 391 pour le rail, 1.703 pour la route.

André Prime.

ERRATA. Dans notre dernier numéro, au même niveau des pages 5 et 7, colonne de droite, une ligne en fin de premier article a sauté au cours de la transmission de la maquette au flasheur.

— Page 5, cette ligne portait le nom de l'auteur de l'article sur le pétrole, il s'agit d'André Prime (comme l'indiquait le sommaire) et non d'H.Muller, comme celui de l'article suivant.

— Page 7, il s'agissait de la référence utilisée par J-C Pichot, à savoir le N°45 du mensuel *Alternatives économiques*.

1. *Télérama* du 22 novembre.

2. A l'instant, j'entends sur *France Inter*, que des éleveurs français ont arraisonné un camion de viande espagnol et en ont répandu le contenu sur la chaussée.



EFFROYABLES GÂCHIS

Effroyable gâchis donc écologique, humain (accidents), matériel : vous êtes-vous amusés à compter le nombre de pneus (et quels pneus !) sous un gros camion ? Effarant ! Gâchis, car une concurrence effrénée (nationale ou internationale) tire les prix vers le bas et élimine les plus petits transporteurs qui sont encore légion.

Mais le pire est peut être ailleurs. Le cœur du système capitaliste, c'est le commerce (d'où l'OMC). Avez-vous essayé d'imaginer le trafic que représentent tous ces échanges de biens similaires, voire identiques, qu'on peut considérer à somme nulle et qui n'a guère de sens ? Nous exportons chez nos voisins voitures, réfrigérateurs, viande, veaux... bref un peu de tout et nous importons de chez eux les mêmes choses. Quel trafic, quelle pollution, quel gâchis de temps et d'efforts ! Bien entendu, il ne s'agit pas de l'échange de biens originaux, culturels, etc. Mais quelle différence y a-t-il entre un frigo italien et un français (quand ils ne sortent pas des mêmes usines...) ? Est-il bien raisonnable de faire venir des camions de fraises d'Espagne quand en France la saison bat son plein ? Résultat, le plus souvent : manifestations de nos producteurs, vidage des camions espagnols sur les routes²... Non, vraiment, les beautés du régime capitaliste ne peuvent séduire un esprit de bon sens. Mais le fric est partout, destructeur de l'homme et de la planète. Dans quelques décennies, on nous vendra l'air pour respirer, tout comme l'instruction et la santé. Il est temps que les contre-pouvoirs se renforcent et s'amplifient : Seattle, Davos, Millau, Nice... À suivre...

A.P.

POUR UNE CONSTRUCTION CITOYENNE DU MONDE, tel était le titre de la rencontre Internationale qui s'est tenue les 30 novembre, 1 et 2 décembre, dans la Grande Halle de La Villette, à Paris, pour faire le point un an après Seattle. Plus de mille personnes, venues tant du Brésil où se prépare le contre-forum économique de Porto Alegre, que de Russie, de Pologne, de l'Inde, de la Chine et d'Europe, s'exprimèrent et discutèrent dans une remarquable ouverture d'esprit, les organisations invitantes allant d'*Actuel Marx* à *Témoignage chrétien*, en passant par *Attac* et la *Ligue de l'Enseignement*. Nous avons particulièrement remarqué l'intervention d'une biologiste, JANINE GUESPIN, qui a bien voulu faire part de ses réflexions à nos lecteurs. En voici l'essentiel :

Biologie : Les nouveaux défis bloqués par la financiarisation de la recherche

La biologie actuelle est devenue synonyme pour beaucoup d'entre vous de "mauvais coups" ou de dangers qui ont noms : projet de brevetage du vivant, clonage humain ou OGM. Il n'est pas dans mon propos de discuter ces questions qui ne sont pas simples, mais de tenter de discerner ce qui se passe en amont.

Si certains en tirent argument pour rejeter la science, beaucoup considèrent qu'il s'agit d'un détournement de la science pour et par le Profit. L'image que les scientifiques eux-mêmes ont longtemps cherché à cultiver est celle d'une science "pure", qui va son train de science, et d'une société qui en détourne éventuellement les fruits. Les deux attitudes ont ceci en commun qu'on ne remet pas en question le fonctionnement de "La Science". Qu'on la condamne ou qu'on l'absolve, on ne sort pas de la croyance en une science qui se construit selon des impératifs et une dynamique qui lui sont propres.

En ce qui concerne la biologie, on peut à mon avis distinguer trois périodes dans l'histoire récente. Jusqu'à la fin des années 70, la recherche fondamentale se pensait souvent dans une "tour d'ivoire", et j'ai entendu des collègues dire que si on leur montrait que ce qu'ils font comme recherche est "utile", ils changeraient de sujet.

Avec le début de la biologie moléculaire et le développement des biotechnologies, les chercheurs ont été incités à s'intéresser aux conséquences appliquées de leurs travaux (on disait alors "retombées"). Les préoccupations des industriels ont commencé à être prises en compte, mais de façon d'abord marginale ; les contrats représentaient disons 20% du budget d'une équipe au fonctionnement bien équilibré. Puis le poids des considérations appliquées s'est accru progressivement, et de façon souvent insidieuse, essentiellement par le biais d'une pression budgétaire. On a obligé les équipes de recherche à s'appuyer de plus en plus sur des contrats industriels, pour compenser l'insuffisance grandissante du budget public. Pour ce faire, des appels d'offre publics

ont été lancés auxquels on n'avait le droit de postuler que si on pouvait faire état de la participation d'industriels dans le projet. Les contrats "européens" (attribués par la CEE sur les fonds communautaires...), ont été particulièrement efficaces à cet effet car ils ont représenté une manne de plus en plus importante vu la pénurie de moyens. En 2000... il faut une recherche immédiatement applicable, de préférence par la création de "start up", ces petites entreprises de haute technologie qui servent de banc d'essai aux grandes firmes pharmaceutiques ou biotechnologiques. Le prétexte était initialement que la science fondamentale devait rester du domaine des États, mais maintenant, pour faire accepter une recherche dans le cadre des grands organismes publics français, les "gens de bon conseil" vous murmurent: «vous savez bien que les experts sont très sensibles à la possibilité de créer une start up !»

Un détail très significatif me semble être l'évolution parallèle des programmes de biologie des lycées et collèges. En 1965 l'enseignement de cette discipline devait servir à sensibiliser les élèves à une démarche scientifique et expérimentale. En 1985, ... le programme «défini des éléments d'une culture ouverte sur la biologie humaine, et les préoccupations individuelles, familiales sociales et économiques». En 1996, une réforme des programmes de collège les fait évoluer dans le sens d'une biologie utilitaire, à visée environnement, santé et citoyenneté. Il s'agit d'une politique cohérente.

Tout ceci pourtant ne semble pas empêcher la Science d'avancer, du séquençage du génome humain, présenté comme l'aventure intellec-



- ● ● tuelle majeure de ce siècle, au clonage de Dolly. Et l'opinion publique sollicitée par les quêtes télévisées et les images juxtaposées d'enfants malades et de paillasses uniformément ornées de "pipetman", pratique allègrement l'amalgame entre recherche biologique, fabrication de nouveaux médicaments par les multinationales pharmaceutique, et santé... (et je ne mentionne



pas ici le problème du brevetage du vivant qui échappe en grande partie au débat public). Tout ceci masque, y compris pour de nombreux biologistes, le fait que la science a été empêchée, par les biais que j'ai exposés ci-dessus, mais aussi par l'entremise des grandes revues scientifiques, d'ailleurs essentiellement américaines en biologie, d'explorer une nouvelle voie pour affronter de nouveaux défis (...).

Le succès de la biologie depuis près d'un siècle et demi a résidé dans une approche réductionniste, consistant à analyser le vivant en ses "parties" de plus en plus petites. Cette démarche a culminé, depuis un trentaine d'années avec la biologie moléculaire, l'étude de l'ADN, constituant le génome et de ses propriétés. C'est ce qui a forgé le paradigme du "tout génétique", selon lequel l'ADN porterait la totalité du "programme" qui détermine un être vivant. Ce paradigme a été extrêmement fécond, comme tout le monde le sait, et a permis de très réelles découvertes qui ont bel et bien eu des applications médicales et pharmaceutiques importantes. Il s'est accompagné, du fait même de la démarche analytique qui lui a donné naissance, d'une stratégie médicale liée à la recherche de La Cause (de préférence unique) de la maladie, contre laquelle on allait utiliser Le Médicament. L'augmentation considérable de la durée de vie est là pour attester de la fécondité de cette démarche. Mais comme tout paradigme, cette démarche a accumulé ses "anomalies". Les antibiotiques par exemple, ont généré des germes résistants que l'on trouve de plus en plus dans les hôpitaux, bien que la recherche et l'amélioration de ce type de médicament reste une stratégie prioritaire. Du point de vue purement scientifique, il est devenu clair pour certains que la démarche analytique est arrivée au bout de ce qu'elle pouvait apporter, et qu'il est temps de reconstruire, de "remonter", de synthétiser, pour comprendre vraiment comment le vivant fonctionne. Il est vrai qu'il s'agit d'une tâche difficile,

car la synthèse est tout sauf une addition des éléments. Comprendre le fonctionnement des éléments, dans le cadre de la complexité des interrelations des parties du vivant, nécessite des instruments conceptuels nouveaux. Ces instruments commencent à exister, grâce notamment aux mathématiques modernes et aux ordinateurs. Un nouveau paradigme qui met en avant les notions d'intégration et de complexité est devenu possible depuis déjà un certain temps. Des noms prestigieux sont attachés en biologie à cette démarche, à commencer par les prix Nobel M. Gell-Mann et I. Prigogine.

Et pourtant cette révolution ne se produit pas, les instances dirigeantes de la recherche (ou des revues scientifiques) en refusent la nécessité, ses promoteurs n'ont pas la possibilité (financière et éditoriale) de poursuivre normalement leurs recherches. La thèse que je défends ici est qu'il s'agit là non pas d'une évolution normale de la science, dans laquelle la balance penche en faveur d'un "camp" pour des raisons réellement scientifiques, mais d'une ingérence directe de la sphère économique au niveau du débat. Cela paraît à première vue absurde, puisqu'une meilleure compréhension du fonctionnement du vivant devrait favoriser les applications médicales efficaces. Mais l'efficacité médicale n'est pas forcément synonyme de profits pour les firmes pharmaceutiques et biotechnologiques. L'exemple suivant va l'illustrer, sans prétendre faire le tour des problèmes liés au développement du nouveau paradigme. Une équipe de cancérologues parisiens a mis au point récemment une méthode permettant de donner 10 fois moins de produits lors d'une chimiothérapie. Comment ? en intégrant la lutte contre la maladie au niveau moléculaire (médicaments) avec le malade au niveau global, en tenant compte de ses rythmes biologiques propres, en lui administrant les drogues à des moments précis de la journée. (Cette pratique ressort donc d'une conception de la biologie assez proche de celle que j'ai définie sous l'étiquette de nouveau paradigme). Mais ... cette découverte diminue d'un facteur 10 la vente des médicaments et ne conduit pas à la conception de nouveaux produits. Inadmissible ! Cette découverte n'a pas fait l'objet de beaucoup de publicité, et je gage qu'elle aura du mal à se faire admettre dans beaucoup d'endroits !

D'une façon générale, cette révolution scientifique s'oppose à l'idée simpliste de "tout ou rien", de "une maladie, un gène, un médicament, beaucoup de profits". Elle amène à considérer «que le séquençage des génomes, qui a coûté des sommes extrêmement importantes, y compris au contribuable», n'est pas le *nec plus ultra* qui va résoudre à lui seul les problèmes majeurs de santé. Et les avancées pour la santé sur les-

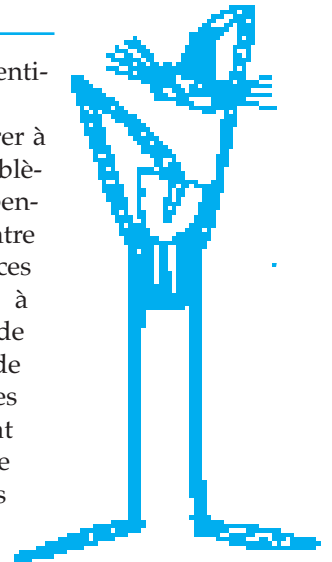
quelles elle est susceptible de déboucher risquent fort de n'être pas génératrices de profits, du moins pas du tout au même niveau que l'actuel paradigme, que l'on maintient donc, c'est là ma thèse, de force en survie...

Les résultats concrets de ces ingérences dans le domaine scientifique, tels le projet de brevetage du vivant, ou les OGM, vous ici, les combattez. Mais vous les combattez au niveau de leurs conséquences, et vous acceptez comme argent comptant ce qu'on vous dit sur le fait qu'elles représentent les avancées normales de la science, alors que c'est la science elle-même qu'on a perverti et empêché d'avancer. Alors que la science nouvelle que l'on empêche d'advenir vous fournirait probablement, par ses concep-

tions plus globalisantes, des arguments scientifiques contre ce détournement.

Attention, je ne suis pas en train de suggérer à la société civile de s'immiscer dans un problème scientifique... Mais il me paraît indispensable que le mouvement social, en lutte contre la mondialisation libérale et ses conséquences néfastes, comprenne les mécanismes à l'œuvre, y compris au niveau de l'avancée de la biologie elle-même et ne se trompe pas de cible. Peut-être suscite-t-il aussi chez les scientifiques eux-mêmes un vaste débat visant à démêler les filets dans lesquels le libéralisme est en train de ligoter les "sciences de la vie et de la santé".

Janine Guespin.



Par son titre : DISTRIBUTION DES REVENUS ET ÉQUITÉ SOCIALE, un autre colloque avait attiré notre attention. Il eut lieu le 6 décembre et entraînait dans le cadre d'états généraux de l'écologie politique organisés par les Verts :

Arguments (?) verts

Il y avait tout juste dix personnes dans une grande salle d'un magnifique immeuble du boulevard Saint Germain, donnant sur l'Assemblée nationale. Ce peu d'auditoire ne découragea pas l'orateur prévu et il exposa pendant plus d'une heure, clairement et très simplement, le travail qu'il avait fait pour chercher dans l'histoire quels arguments les Verts peuvent présenter pour revendiquer "un revenu social garanti". En bon élève économiste, il nous expliqua en plus que l'économie étant dans telle phase d'un cycle de Kondratieff, telles et telles choses allaient se passer... Belle foi dans la puissance de la théorie de l'économie classique ! ...Après quoi, le président de séance (nous n'avons pas bien entendu son nom, ni celui de l'orateur) se présenta comme économiste et à ce titre se permit, pendant près d'une demi-heure, d'apporter de subtiles nuances à ce qui venait d'être exposé.

Puis la parole fut offerte à la salle.

Quelqu'un fit d'abord remarquer que dans le panorama des propositions de revenu social garanti, avait été omise celle décrite par Jacques Duboin. Ce nom fit sur les deux orateurs l'effet d'un épouvantail. Ils répondirent en chœur: «Ah, non, pas question, on connaît et on n'en veut pas !» «Mais, de quoi s'agit-il ?» demanda une autre personne dans la salle. Reprenant la parole pour lui répondre, le président de séance montra qu'il mélangeait tout, Duboin et Bresson, l'allocation universelle¹ et l'impôt négatif², la monnaie de consommation et la monnaie fondante de Gesell, etc. On pouvait donc s'interroger sur l'origine de ses "informations". Quand à un auditeur qui avait parlé de débat démocratique l'orateur répliqua : «le

débat, les Verts savent ce que c'est (...!!) et je n'y crois plus», on crut comprendre que son refus venait des débats électoralistes agités qui ont eu lieu récemment au sein de son parti politique. Mais quand l'économiste, pour rejeter l'idée de contrat civique, s'exclama : «Ah oui, le contrat civique, je sais : quand vous voudrez des carottes, au lieu d'aller les acheter au marché, vous devrez aller trouver un paysan et lui demander de semer les graines³», on comprit que ses idées étaient bien arrêtées. Impression confirmée quand il ajouta, péremptoire, bien qu'à côté de la plaque⁴ : «Les économistes ont depuis longtemps montré que le marché est supérieur à la planification». Les Dieux avaient parlé ! Il fut donc décrété par le président de séance qu'on n'était pas là pour discuter d'économie distributive, elle est hors sujet parce "qu'on n'en veut pas". On ne sait pas pourquoi, ni qui en a décidé ainsi, mais ces Verts défendent le capitalisme de marché au point de rien envisager d'autre.

On en vint alors aux arguments que les Verts allaient avancer pour mettre le revenu garanti dans leur programme électoral. Quelqu'un dans la salle suggéra de le présenter comme le droit à l'usufruit d'un héritage commun : si le monde actuel sait créer les richesses qu'il produit, c'est par ce qu'il a hérité du savoir-faire accumulé par les générations passées, et ce droit va de pair, bien sûr, avec le devoir de participer à maintenir la planète au moins aussi riche pour les générations futures. — "Niet", rétorqua le présentateur, arguant qu'il ne peut pas y avoir de contrat entre générations parce que les règles du Droit imposent que pour s'engager dans un contrat, les deux parties doivent être en présence ; comme les générations

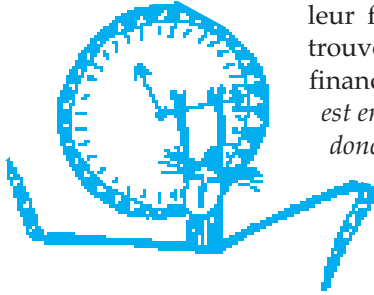
1. Une allocation universelle n'exige pas de ceux qui sont dans le besoin qu'ils fassent des démarches humiliantes et elle est restituée sous forme d'impôt par ceux qui n'en ont pas besoin.

2. L'impôt négatif, proposé par le monétariste américain Milton Friedman est une prime versée par l'État aux salariés dont les revenus déclarés sont inférieurs à un certain montant. Ceci permet aux employeurs de proposer des salaires très bas, mais n'empêche pas le salarié de rester pauvre. Cette mesure qu'on peut résumer, poliment, par «Mange et tais-toi !», est appliquée aux États-Unis et au Royaume Uni. En France, Madelin et le Sénat lui sont favorables.

3. N'est-ce pas l'exemple type de l'argument caricatural qu'emploie un politicien quand il veut, faute d'argument, esquiver le débat ?

4. NDLR : Ce débat est pourtant loin d'avoir été tranché, et justement, c'est ce que rappelle son collègue Jacques Sapir dans un ouvrage qui vient de sortir et que présente M-L Duboin ci-dessous, page 9.

- ● ● futures ne sont pas là pour en discuter, cette idée n'est pas défendable. Belle envolée...! Quelqu'un demanda pourquoi les Verts s'opposent au nucléaire, puisqu'ils ne se sentent pas d'engagement vis à vis des générations futures? Pourquoi se préoccuper des déchets radioactifs laissés aux suivants ? La remarque, évidemment, les laissa pantois. Et la discussion s'orienta sur le financement du revenu minimum tel que ce parti Vert compte le proposer. On a bien compris qu'il s'agit pour eux de le financer par redistribution, car ils n'ont pas la moindre idée d'une vraie distribution, mais il fut difficile de leur faire dire comment ni où ils comptaient trouver les impôts et les taxes nécessaires à ce financement. Ils se contentèrent d'un : «*la France est en pleine croissance, les affaires marchent, il y a donc de l'argent*». Ils précisèrent qu'ils avaient chiffré la somme à trouver, 40 milliards



de francs, mais ils ne surent pas dire si le versement de ce revenu minimum remplacerait tout autre allocation. Une dame s'inquiéta alors de savoir si elle allait ainsi ne plus avoir à effectuer deux journées de travail par jour (elle a même dit que, elle, elle en fait trois). La réponse fut non, car cela ferait passer le montant de la somme à trouver à 70 milliards. Mais le présentateur rassura tout le monde : si les femmes travaillent, ce n'est pas pour de l'argent, c'est pour avoir la reconnaissance sociale qu'entraîne l'occupation d'un emploi.

Nous sommes donc partis écœurés. Mais pas désespérés : il y a tellement de courants chez les Verts...qu'il y en aura peut-être un, un jour, qui n'évitera plus le débat de fond portant sur un changement complet de la réalité sociale qui domine aujourd'hui.

J-P M.

Mondialisation et économie

En soulignant que le chômage baisse un peu dans les pays riches (qui s'en plaindrait !) mais avec de gigantesques espaces à travers le monde où c'est l'inverse (que dire de l'Afrique Noire, du Maghreb, de la Russie, etc.), les médias taisent que le travail précaire a quadruplé dans le même temps.

Nous serions, paraît-il, à peu près au début de la "phase ascendante d'un cycle de Kondratiev". Et alors ? Cela doit-il servir d'alibi à politicien renonçant à sa mission ? Est-ce une raison pour toujours remettre les vrais débats de fond sur les orientations économiques et sociales ? Même si internet vient apporter des éléments tout à fait nouveaux, il y a encore moins de débat développant l'imagination créatrice en économie. On raisonne encore et toujours dans le même système économique et financier. Mais le débat de fond sur l'économie, la monnaie, les mécanismes financiers et bancaires n'a pas vraiment lieu. Or il faut qu'il se produise, car l'argent étant un instrument de service, il doit seulement égaler au plus près la valeur de la production, quelle que soit l'échelle considérée. Mais l'imagination en ces domaines est vampirisée par l'américano-mondialisation et ses fortunes champignon, vraies ou fantasmées.

La mondialisation s'effectue sous les deux bannières étoilées (tiens, le même symbole !) américaine et européenne, dans leur "unité" de pensée. Cependant, il faut observer que les États-Unis se sont formés...depuis 1776. Tandis que l'Europe... existe depuis l'Empire Romain, qui en est le principal substrat, car l'Europe de l'organisation brussello-strasbourgeoise est une entité artificielle. Construire "L'Europe" du XXème siècle sur une Europe qui, dans les faits, est millénaire et ne demandait qu'à croître sur

sa vraie souche, ses vraies nations, est un gâchis. Vouloir faire l'Europe sur une souche existante ressemble dangereusement à la pratique, aux terribles conséquences, qui consiste à nourrir des herbivores avec des aliments mixturés de substances carnées ! C'est l'un des aspects de l'envers dantesque du règne des marchés, où Prométhée le dispute à Faust : certains y gagnent, mais les risques sont pris par la société civile...

Enfin un événement positif : le fiasco de l'OMC, le 30 novembre 1999 à Seattle, par la prise de parole de la société civile. Ils étaient venus du monde entier pour réagir contre leur infortune organisée par les milieux financièrement tout puissants, agissant en circuit fermé et par dessus les gouvernements et les peuples. Ils ont dénoncé des pratiques industrielles, agro-alimentaires, financières et commerciales qui sont contre nature, qui donnent la priorité à des intérêts privés sur les intérêts publics, ceux de l'environnement et de l'écosystème. Enfin une prise de conscience ! Enfin un coup de pied dans ce nid de vampires ! Avec Seattle, Bangkok, le contre-Davos et ce qui doit suivre, c'est l'américano-mondialisation qui se lézarde salubrement.

En vérité, les peuples, en s'estimant mutuellement, peuvent faire beaucoup plus et mieux que de grands ensembles centralisés. La mondialisation est une force d'homogénéisation, alors que les règlements et les décisions politiques de chaque pays sont des forces d'hétérogénéisation. Or ce qui est important c'est le développement de forces créatrices, et non pas leur "mise en conformité" qui, dans la majorité des cas, annihile l'imagination.

Renaud Laillier.

Il y a un demi-siècle, Jacques Duboin montrait, preuves à l'appui, que ce qui est encore professé sous le terme de "science économique" doit être sérieusement remis en question. Critiquer l'orthodoxie économique était alors si mal vu que les économistes étouffèrent avec mépris cette voix qui les dérangeait.

Mais voilà que cette constatation est reprise, et dans le milieu-même des économistes¹ ! Un *Mouvement des étudiants pour la réforme de l'économie*, s'est organisé²; et plusieurs ouvrages ont paru, dont l'un des plus récents est celui de Jacques Sapir intitulé *Les trous noirs de la science économique*. M-L Duboin l'a lu pour nous, et comme il est doublement intéressant, elle en présente l'analyse en deux parties, dont voici la première :



La "science" économique mise en question par ses experts

Dans *L'illusion néolibérale*³ René Passet démontait, en s'appuyant sur les faits, les thèses du néolibéralisme. Il constatait que les résultats de leur application depuis des décennies sont à l'opposé de leurs prévisions et concluait que, puisque les bases sur lesquelles s'appuie cette théorie sont fausses, il faut cesser de l'imposer à ceux qui pilotent l'économie.

Voici une autre démonstration de l'inanité de la théorie libérale. Elle est due à Jacques Sapir, avec *Les trous noirs de la science économique*⁴ Confronté, par sa double expérience d'enseignant et de chercheur, «à l'échec répété des politiques inspirées, ou suggérées, par les organisations internationales et ceux de ses collègues qui jouissent de la plus flatteuse des réputations dans la profession d'économiste, l'auteur a dû constater que ces échecs étaient toujours justifiés par des références impeccables à la théorie économique.» Il reprend donc, un à un, les éléments de cette théorie, et pas un ne résiste à la rigueur sa critique.

Il commence par les hypothèses qui structurent la théorie de l'équilibre général (la TEG pour les initiés), qu'il qualifie de machine à décerveler. Non seulement il montre que, contredites par les faits, elles sont irréalistes et souvent absurdes, mais qu'il y a une véritable imposture, de la part des "néoclassiques", à prétendre qu'elles sont la seule stratégie possible de recherche sérieuse dans ce domaine. «La pensée économique dominante, celle qui sert de référence aux gouvernants et aux économistes qui se propagent dans les principaux médias, n'est rien d'autre qu'une théologie.» Confrontés à la société réelle, les grands prêtres de cette religion cherchent, comme tous les intégristes et tous les fanatiques, à faire plier le réel pour lui donner la forme de leur croyance : c'est pour cela que les économistes standards défendent la création de pouvoirs "indépendants", tels que la Banque centrale européenne ou l'OMC, qui échappent au contrôle démocratique. Mais, dit notre auteur, le réel ne se laisse pas faire et le politique doit reprendre le pouvoir face à cette religion de l'économie classique. Comment s'y

prendre ? — D'abord en reprenant le débat étouffé depuis les années 30 et dont il faut tirer la leçon.

MARCHÉ OU PLANIFICATION ?

Son second chapitre, introduit par cette boutade : «*les économistes ne sont pas la solution du problème, ils sont le problème* » rappelle donc l'essentiel de ce débat oublié.

Il portait d'abord sur l'efficacité de l'économie planifiée comparée à celle de l'équilibre apporté par le marché selon Walras. Cette dernière était défendue par von Mises, qui soutenait que l'usage d'une monnaie liée organiquement à la propriété privée est indispensable et que sans une recherche de profit l'économie serait condamnée à la stagnation. Alors que Barone avait montré, avant 1914, qu'il est théoriquement possible, sans recourir au marché, de calculer les prix relatifs des biens de consommation nécessaires à ce fameux équilibre général. Mais Barone rejetait comme irréaliste cette possibilité de planification d'une économie centralisée, alors que Taylor, à la fin des années 20, en développant une critique de von Mises, avait établi que la détermination des prix par un processus tel que celui de Barone est suffisante.

Notre auteur rappelle alors que les arguments de von Mises et Barone ont été réfutés par un grand économiste polonais d'inspiration marxiste, Oskar Lange, qui démontra, et en se plaçant dans le cadre-même de la théorie néoclassique, qu'il est possible de déterminer d'avance les prix relatifs. À cette époque où planification signifiait que le calcul des prix était hautement centralisé et remis entièrement aux mains d'experts⁵, Lange montra qu'un système où l'État est propriétaire des biens de capital permet des choix d'allocation des ressources qui sont aussi optimaux que ceux du marché. Il estimait avoir ainsi prouvé, et qui plus est, du point de vue de ses adversaires, la supériorité du socialisme, tout en soulignant que la planification de type soviétique, résultant d'une économie de guerre et fonctionnant à partir de priorités liées aux conflits mondiaux, n'était

1. Nous avons présenté *L'illusion néo-libérale*, de René Passet, et parlé de l'écran mathématique derrière lequel se cachent les hypothèses fausses de la Théorie Générale, comme l'explique Bernard Guerrien. Dans *Les économistes entre science et politique*, Frédéric Lebaron montre que l'économie orthodoxe relève plus d'une foi religieuse déraisonnable que de science.

2. Appuyé par beaucoup d'enseignants et prenant à son compte ce mot d'H.Simon, Prix Nobel d'économie : «*Si la théorie est fautive, pourquoi ne pas s'en débarasser ?* », ce mouvement a obtenu de J.Lang qu'une commission, confiée à J-P Fitoussi, se penche enfin sur l'enseignement de l'économie ...

3. Voir *GR-ED* N° 1001, juillet 2000.

4. *Les trous noirs de la science économique, essai sur l'impossibilité de penser le temps et l'argent* éd. Albin Michel, octobre 2000.

5. c'est-à-dire exactement dans la logique des banques centrales actuelles qui, depuis 1980/90, sont totalement indépendantes de toute indication venant des responsables politiques.



- ● ● pas le modèle qu'il décrivait, et qu'il a cessé de développer après son retour en Pologne car les idéologues stalinien le jugeaient irrecevable. Sapir note que d'autres économistes marxistes, en critiquant Lange, ont souligné que, dans son modèle, le planificateur n'a qu'un rôle technique, il est purement réactif et abdique toute volonté de mettre en place des choix stratégiques majeurs. Mais il rappelle qu'un autre type de planification a été proposé en 1921 par O.Neurath, pour qui la planification est une construction technico-sociale où la démocratie et les formes d'auto-organisation de la société jouent un rôle central, et où il n'est pas question que ce soit l'expert qui détermine tout seul les priorités, il doit au contraire toujours dialoguer avec les représentants politiques.

LE RÔLE DE LA MONNAIE

L'autre débat, lancé en 1926, portait sur le rôle de la monnaie. Pour Hayek, les fluctuations économiques sont dues à des erreurs d'appréciation, elles-mêmes causées par le crédit et la monnaie, il faut donc que celle-ci soit neutralisée, car une action de la puissance publique, en altérant les conditions de création monétaire, ou en provoquant une baisse artificielle des taux d'intérêt, ne ferait que retarder le retour à

ce fameux équilibre mythique de la théorie classique.

Pour Keynes, le taux d'intérêt, à cause de la grande incertitude sur les rendements des investissements à long terme, est un instrument de spéculation et non pas d'équilibre.

Une dizaine d'années plus tard, Hayek va évoluer jusqu'à abandonner, progressivement, la défense de cette notion d'équilibre et admettre enfin que la prévision parfaite de la théorie néoclassique ne serait concevable que dans des conditions évidemment impossibles,

à savoir : si tous les prix pouvaient «être fixés simultanément sur un marché où seraient présents non seulement la totalité des biens existants mais aussi la totalité des biens à venir.» Le débat sur le cycle des affaires et les fluctuations, tout comme celui sur l'économie planifiée «a conduit ses participants, note J.Sapir, à discuter du paradigme de l'équilibre et de ses diverses interprétations. Il en émerge une vision autrement plus nuancée des contributions respectives de Keynes et de Hayek que celles qui ont cours aujourd'hui» et comme notre auteur est un spécialiste de l'économie soviétique, il décrit les fluctuations des économies de ce type avant d'arriver à celle de l'économie contemporaine, soumise à une dynamique qu'il qualifie de chaotique et qui mène «à une remise en cause de l'efficacité des marchés dans un grand nombre de cas» lorsque gonflement ou dégonflement des bulles spéculatives.

J.Sapir tire alors la leçon des débats refoulés des années 30. La pensée économique se doit de formuler, contrairement à ce que prétend l'école classique, un modèle réaliste de la prise de décision sous incertitude et de se doter d'instruments pour penser l'hétérogénéité. Il faut, comme l'a montré Neurath, admettre le non-lieu des prix et du marché comme instruments uniques de prise de décision, car tout choix réputé économique contient une dimension sociale, normative et éthique qui est indépassable. Elle implique une décision qui ne soit pas purement technique mais aussi politique. L'argumentaire de O.Neurath trouve aujourd'hui une nouvelle force dans les problèmes d'environnement et de santé. L'exemple actuel de "la vache folle" renvoie à l'impossibilité, dans un raisonnement de marché, d'intégrer le coût d'un risque non mesurable.

Il faut donc renoncer définitivement à la notion d'équilibre ou de planification centralisée... renoncer à l'idée d'une connaissance parfaite, admettre l'idée que des connaissances partielles, révisables, soient possibles. Cette approche permet de penser la stabilité temporaire des systèmes économiques sans supposer l'existence d'un équilibre de type néoclassique.

Voici donc qu'un économiste, directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales, nous apporte, étayés par une vaste culture et une logique irréfutable, des arguments solides en faveur du système décentralisé que nous défendons, dans lequel les décisions économiques résultent d'un débat politique incluant tant la dimension éthique que la dimension sociale, et ne sont prises que pour une période limitée ce qui rend possibles les changements d'orientation qui s'avèreraient nécessaires. Et ce n'est pas tout. Car, en sous-titre, ce livre précise quels sont les trous noirs de la science économique : l'impossibilité de penser le temps et l'argent. Nous y viendrons dans un prochain numéro.

M-L Duboin.



La leçon de La Haye

Les adeptes du libéralisme vendraient leur dernier rôle de vie, la preuve en est de cette conférence de La Haye où les droits à polluer ont été présentés par certains comme une panacée.

Les pays non industrialisés (et qui ne le seront jamais) croient qu'en vendant une part à polluer virtuelle aux pays pollueurs, ils s'enrichiront et garderont leur air pur. Ce marché rappelle celui de Faust, mais ce n'est plus d'âme qu'il s'agit cette fois, mais d'air pur...

La pollution ne connaît pas de frontière, la pollution occidentale s'étend sur l'ensemble de la planète aussi bien dans les airs que dans les océans.

La solution, ce n'est pas ce droit à polluer inique, mais la réduction de cette croissance dont les externalités (coûts sociaux, sanitaires, écologiques) relativisent la richesse crée. Mais comme cela aurait une incidence économique et financière, les actionnaires, rivés sur leur taux, ne sont pas près d'en admettre l'évidence, ils préfèrent rester assis confortablement sur la branche qu'ils scient tranquillement.

Jean Le Rigolleur.

En 1996, la commune de Lutterbach (Alsace), qui s'était déclarée "Commune du monde" en 1995, a engagé un partenariat avec la ville de Gjilan dans le sud du Kosovo. Au début, ce partenariat a constitué un réseau d'alerte sur la situation des Droits de l'Homme à Gjilan. Dans l'après guerre, il s'est orienté vers des actions de coopération. Le maire de Lutterbach, R. Winterhalter et Joël Labbé, maire de Saint-Nolff (Bretagne), entrée à son tour dans le réseau des "Communes du monde" en 1997, se sont rendus à Gjilan du 18 au 22 septembre 2000 pour intervenir sur les thèmes de la démocratie, de la tolérance interethnique et aussi de la cohabitation des différents courants politiques (majorité/minorité) après les élections. Ils nous ont envoyé leur rapport sur cette mission :

Mission au Kosovo

UNE JOURNÉE SUR LA TOLÉRANCE

Cette journée était organisée par la cellule *démocratisation locale et information sur la ville*. La création de cette structure et l'organisation du débat montrent que les responsables locaux souhaitent avancer dans le sens d'une cohabitation pacifique où chaque groupe est reconnu dans le cadre d'une démocratie participative. Les responsables des principaux partis politiques étaient présents ainsi qu'un représentant de la communauté serbe et un de la communauté turque, un de l'administration internationale et un prêtre catholique.

Nous deux, élus français, nous sommes présentés comme deux maires atypiques n'appartenant pas à de grands partis politiques et souhaitant simplement faire part de nos expériences respectives dans une optique avant tout humaniste. Nous sommes intervenus sur la base de l'expérience vécue au niveau de nos collectivités respectives et avons évoqué la situation de nos deux régions marquées par leur histoire et leur culture. Nous avons bien sûr insisté sur une tolérance interethnique traduite dans les faits... Il faut d'abord qu'un état de droit soit mis en place, une justice équitable à même de juger et de condamner les coupables de faits criminels à l'époque de la guerre. Ce n'est qu'après que les haines, rancœurs et volontés de revanche peuvent s'atténuer¹.

RENCONTRE AVEC IBRAHIM RUGOVA

Le 21, nous avons été reçus à Pristina par Ibrahim Rugova. Avec simplicité, il s'est entretenu avec nous sur l'histoire récente du Kosovo, et sur son approche de l'avenir qui ne pourra être envisageable que par la mise en place d'une véritable démocratie veillant au respect de toutes les ethnies.

NOTRE IMPRESSION SUR LE PAYS

Les séquelles de la guerre restent encore bien visibles : beaucoup de maisons détruites, de voitures calcinées au bord des routes... La présence partout importante des forces militaires de la KFOR maintient un calme artificiel mais la situation pourrait encore basculer sous la provocation des extrémistes de tous bords ; le couvre-feu est maintenu entre 22 et 5 heures du matin. Mais la joie et l'envie de vivre se lisent sur les visages ouverts de la jeunesse dans la rue. La volonté de reconstruction est évidente et encourageante pour l'avenir.

La ville de Gjilan est sous la protection des Américains qui font des démonstrations de forces dissuasives. Les États-Unis semblent s'installer ici

pour plusieurs années. Ils ont construit une base ultra moderne sur 50 hectares à Ferizaj, à une trentaine de kilomètres de Gjilan. On sent l'intérêt géopolitique de cette région des Balkans !

LES RÉFUGIÉS

Les reconstructions en cours permettent le relogement graduel des réfugiés, mais la situation d'un grand nombre d'entre eux reste préoccupante sur le plan humain et sanitaire. Des hébergements d'urgence doivent être trouvés. A ce sujet, nous avons apprécié le travail de l'ONG ACTED qui a conçu de petits chalets dont le rapport qualité/prix est très intéressant. ACTED travaille avec du personnel local, tant albanais que serbe en fonction des régions, et contribue ainsi à une réinsertion sociale. Son approche est pour nous exemplaire: elle construit ses projets en associant les personnes qui les réaliseront, les citoyens concernés, les techniciens chargés de la mise en œuvre et les responsables politiques locaux. À Gjilan nous avons visité l'école maternelle qui était la plus moderne et la mieux équipée de la ville avant la guerre mais qui est très détériorée. Lutterbach a engagé un projet de réhabilitation de cette école et Saint-Nolff pourrait s'y associer. Mais les travaux ne pourront commencer que lorsque les 64 réfugiés qui s'y trouvent seront relogés.

LA SITUATION À MITROVIÇA

Cette ville stratégique reste dans une situation explosive, divisée très nettement en deux : les Serbes au nord, les Albanais au sud, la jonction se faisant par un pont sur lequel les allées et venues sont très surveillées par les forces de la KFOR. La paix qui y règne est très fragile.

EN CONCLUSION

Le but principal de notre séjour était d'échanger avec les futurs élus locaux nos idées sur la tolérance et le fonctionnement démocratique. Les échanges ont été riches et nous avons pu constater que les Kosovars sont très demandeurs de ce type d'échanges avec les élus de base.

Nous avons pu nous rendre compte de la situation sur le terrain : la reconstruction avance mais il faudra beaucoup de temps pour la terminer ; l'équilibre très instable est maintenu par la présence importante des forces internationales ; la situation de nombreux réfugiés est préoccupante ; il y a de nombreux problèmes dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de la gestion des déchets.

Roger Winterhalter et Joël Labbé.

1. «Je leur ai parlé de notre histoire, de cette occupation nazie de 1941 à 1944 où Lutterbach a été sinistrée à 96%, de nos efforts de reconstruction, de nos efforts pour dépasser la haine. Je leur ai dit que lorsque j'étais enfant, pendant les fêtes, je chantais dans les réunions des anciens résistants "aux Allemands, je ne tends pas la main". Mais par la suite, il était utile, nécessaire et très enrichissant de tendre la main. En faisant des recherches dans mon arbre généalogique, je me suis rendu compte que j'étais peut-être français de cœur, français parce que, pour nous, la France signifie Liberté, Égalité, Fraternité, mais que j'étais en fait allemand d'origine.»-

Roger Winterhalter.

Ayant suivi avec intérêt la controverse qui s'est manifestée (GR-ED N°1003) à propos de la compétition, Alain Lavie estime que cette critique constructive et justifiée montre, par comparaison, l'avantage du contrat civique sur la compétition prônée aujourd'hui dans tous les domaines de notre civilisation :

De la compétition au contrat civique

Pratiquant le sport depuis mon enfance et satisfait d'en constater les heureux effets autant sur le physique que sur le mental, je suis consterné de constater la dérive causée par la compétition. L'incitation outrancière à être le meilleur provoque les conséquences désastreuses que l'actualité révèle. Ces athlètes qui mettent leur santé et leur vie en péril rappellent les gladiateurs des cirques de l'Empire romain décadent. Seul, généralement, le premier est glorifié. La victoire lui ouvre les portes des sponsors, des médias, du showbiz et en conséquence leur offre la fortune.

Quel athlète refuserait cette manne alléchante ? Comment s'étonner qu'ils soient prêts à tout sacrifier pour atteindre, avec cette consécration, un avenir assuré ? Car, en général, la pratique d'un sport à haut niveau se concilie difficilement avec la poursuite d'études qui permettraient une reconversion plus aisée.

Dans ce domaine aussi nous pouvons imaginer combien le contrat civique serait préférable à cette condition précaire et inhumaine du sportif professionnel. Sans tomber dans la certitude béate d'une solution idéale, il est certain qu'il apporterait un progrès sensible en ce qui concerne la relation de l'individu et du sport.

Comme dit A. Jacquard *"résumer une activité sportive à un score, à un gagnant et un perdant est une aberration. C'est ignorer, négliger le reste : les sensations éprouvées, les échanges, la convivialité, la relation du corps et de l'esprit dans l'effort. Tout cela, qui est le gain le plus important, est balayé d'un vulgaire revers de main, d'un bras levé en franchissant la ligne d'arrivée. Les mêmes états d'esprit et comportements se retrouvent dans bien d'autres domaines.*

*

Les mondes industriel et politique sont gangrenés de la même façon. Seule compte la gagne, qu'importent les moyens employés pour y parvenir. Comme des athlètes, les entreprises achètent à prix d'or des compétiteurs sélectionnés par des chasseurs de têtes.

Même dans la vie quotidienne, la compétition gère la vie de chacun. Il faut savoir faire les meilleurs placements financiers, s'enquérir des prix les plus bas pour l'acquisition d'un objet au risque de paraître un naïf, être physiquement au top, posséder l'automobile dernier cri. Il arrive même que dans des familles, frères et sœurs se fassent la course à l'acquisition : la

maison, les enfants, les voitures, les objets à la mode (ordinateurs, portables, etc.), la maison secondaire, les diplômes des enfants, les carrières des maris, etc. Celui qui ne se prête pas à cette compétition mesquine se voit affublé du titre méprisant de looser.

*

Le sport est pour le corps ce que la philosophie ou les mathématiques sont pour l'esprit : une activité d'entretien, une gymnastique. Ensuite, il permet le dépassement de soi, le perfectionnement. Être le meilleur n'est alors qu'une conséquence mais non le but. Les autres pratiquants ne sont pas des adversaires mais des exemples, des modèles, des références car seule compte la victoire sur soi-même. Le mérite se mesure seulement à ce niveau, celui de se dépasser, de s'améliorer, d'apprendre.

Celui qui se mesure en fonction de la satisfaction apportée à une autre personne, une entreprise ou une nation, n'a de valeur que du point de vue du récepteur, qui enregistre ainsi l'écart entre son besoin et la réponse apportée. Dans ce cas, la mesure du mérite est faussée. Ce n'est pas le mérite qui est mesuré, mais seulement la valeur du résultat par rapport à la demande initiale.

Pour parvenir à le réaliser, l'effort, l'engagement personnel peuvent être très différents d'une personne à une autre, selon les connaissances, le degré d'adaptation, l'acquis, les caractéristiques individuelles dont on n'est pas responsable.

La personne, l'entreprise ou la société qui reçoit ce résultat peut dire qu'elle en a rien à faire, que seul le résultat compte. Seulement, elle perpétue l'injustice des conditions naturelles et sociales et montre ainsi qu'elle se désintéresse de l'individu, de sa personne, de son besoin de reconnaissance et du mérite véritable qui est l'effort sur soi-même.

Si nous voulons une société plus humaine, chaque tâche doit être appropriée à la compétence et au potentiel de progression (principe de Peter), dans la recherche du bien-être de chacun qui est, en réalité, l'objectif primordial d'une société.

C'est pourquoi le contrat civique apparaît tout à fait approprié. Sauf handicap, l'individu a conscience que sa participation sociale contribue au bien-être de tous et donc de lui-même. Il y est poussé par un besoin de reconnaissance,

d'intégration. La société, en le sollicitant suivant les compétences qu'il a acquises par choix personnel, montre qu'elle cherche à le mettre en valeur et à reconnaître ses capacités. Une discussion sur le type d'activité souhaité et possible, aboutissant à la signature d'un contrat, paraît donc tout à fait satisfaisante.

*

Mais pour éviter toute duperie et que la décision soit faussée, aucune distinction de valeur ne doit être faite entre les activités par quelque rétribution supplémentaire que ce soit.

Ne vaut-il pas mieux une société qui établisse ses règles suivant la confiance envers chacun, ayant conscience que l'individu n'est ni bon, ni mauvais, mais qu'il cherche avant tout à bien faire, à réussir sa courte vie, et à assurer le bonheur pour lui-même, ses proches et sa descendance ? Cela nous changerait de celle que nous connaissons qui part du principe qu'un individu dès son enfance doit être dressé, conditionné afin qu'il se plie aux exigences de la société, qu'il rentre dans l'ordre établi et soit prisonnier du chantage travail-salaire sous peine d'exclusion.

Le bien-être d'une société ne doit-il pas être le résultat du bien-être de tous sans exception ?

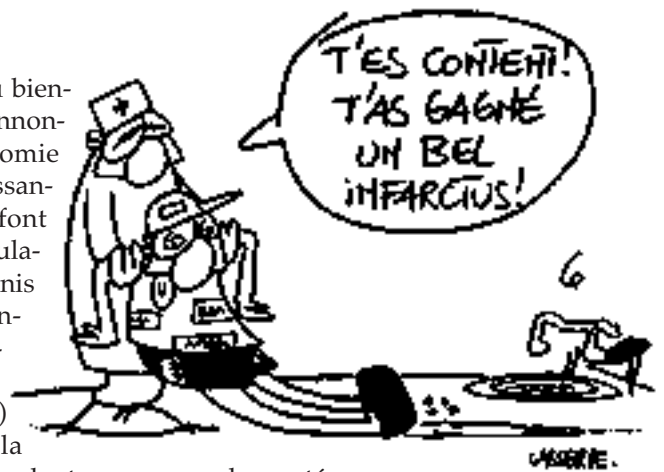
En adoptant une ligne directrice qui prétend assouvir les besoins de tous, tel le productivisme, mais en assurant surtout le profit et le pouvoir de quelques-uns, il s'agit d'une dictature. En conséquence, elle va engendrer du malaise social, des injustices, de la révolte, de la délinquance qu'elle va tenter, prisonnière de son fanatisme, de supprimer par la répression. Persuadée du bien fondé de sa doctrine, elle n'a plus d'autre solution que de tenter tout mettre sur le dos de la "nature humaine", de se protéger des récalcitrants, de punir les inadaptés et les révoltés, de conditionner les passifs.

Il s'agit donc bien, comme vous le dites dans le dernier numéro 1004 en réponse à l'article de H. Muller dans la tribune libre, "de sauver l'humanité de cette course en avant dans une croissance mythique qui la détruit". En effet, "aucune dictature n'est défendable", il suffit de constater les méfaits (eux aussi en croissance) de ce productivisme devenu religieux. Les accidents, les pollutions, le réchauffement par effet de serre, la pauvreté, le surdéveloppement démographique (et j'en oublie) menacent l'humanité (et même l'ensemble des êtres vivants) et la font vivre dans des conditions aberrantes au regard des véritables capacités de l'époque actuelle. La faim, l'exclusion, la compétition, le stress, la monoculture des terres et des esprits, la guerre... n'ont plus lieu d'être et pourtant leurs existences empiètent sur le prochain millénaire.

*

Seule la santé de l'économie boursière et des finances des privilégiés est prise en compte

comme indice du bien-être social. En annonçant une économie américaine florissante, les médias font croire que la population des États-Unis connaît un bien-être sans précédent et que cette situation (fausse) existe grâce à la



croissance. Et pendant que, pour la santé boursière, les pays riches jouent avec les portables, les micro ordinateurs, la DVD, Internet et la vidéo, les méfaits vont croissant.

L'idée de croissance devient un fanatisme délirant qui met en péril la vie de l'humanité sinon son état psychique et physique. Les résultats de la conférence de La Haye sur la mise en œuvre des solutions pour réduire les émissions de carbone, sont révélateurs à ce sujet. C'est de plus en plus triste.

Cette nouvelle religion s'implante partout et elle envoie ses missionnaires dans le monde entier pour de répandre sa bonne parole. Partout la nouvelle église infiltre les esprits et les conditionne aux nouveaux commandements dictés par les lois du profit, de la concurrence et de l'individualisme.

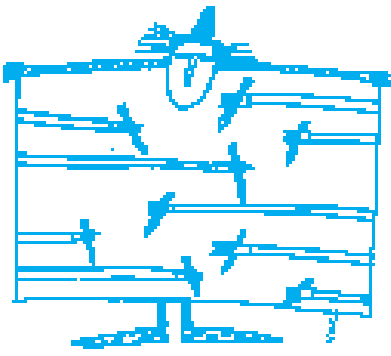
Un exemple symbolique : dans la ville où j'habite, le centre a fait l'objet d'une rénovation, les anciennes bâtisses ont été détruites pour dégager un espace piétonnier, former une place accueillante. De chaque côté de cette esplanade, deux bâtiments sont désormais mis en évidence. D'un côté, l'ancienne église, qui fait figure de monument historique, de l'autre, une banque luxueuse : la nouvelle église. Pour en avoir la preuve il suffit aujourd'hui d'entrer dans une banque : les gens y parlent à voix basse (le dieu-argent n'est-il pas en cet endroit ?), des confessionnaires insonorisés accueillent les ouailles et des prêtres en uniforme (costume-cravate) vous conseillent sur vos dons... destinés à ce que leurs bienfaits multipliés vous reviennent.

Ne faut-il pas craindre de cette forfanterie la mise en place d'une nouvelle Inquisition ? Nous en constatons les prémices. L'art, le spectacle, la science, l'éducation, l'information, sont aux mains des prélats de la nouvelle religion. Nne s'agit-il pas des effets d'un plongeon dans plusieurs siècles d'obscurantisme culturel ?

*

Espérons qu'un événement fortuit ou mieux, provoqué par un mouvement culturel, amènera une telle déstabilisation du système, que l'Économie distributive devienne une solution évidente et incontournable.

Alain Lavie.



Henri Muller ne partage pas la façon de voir d'Alain Lavie, il revient à la charge contre la dérive que constitue à ses yeux le contrat civique (voir GR-ED n°1004, p. 14) par rapport à une société où les entrepreneurs attribueraient à chacun sa tâche, pour préciser :

la "dérive"

«*La dérive consiste à étendre ce système de consultations individualisées à l'ensemble des exécutants, substituant une lourde procédure aux entretiens routiniers et bien rodés des entreprises visant l'embauche de leurs personnels. Laisser chacun choisir l'emploi qui lui convient ? Encore faut-il éviter la ruée vers les emplois les plus gratifiants, les plus intéressants, les moins pénibles, la prolifération des emplois parasites et, pour les exécutants, qu'un responsable d'entreprise soit disposé à embaucher*».

RÉPONSE. En décrivant le contrat civique comme un "système de consultations individualisées étendu à l'ensemble des exécutants" H. Muller montre que sa vision de la société est restée celle de l'époque industrielle. Il joignait d'ailleurs à sa lettre, comme modèle de sa conception de l'orientation professionnelle, un article de 1977 dans lequel un journaliste décrivait l'orientation et la formation professionnelles d'alors en RDA et j'ai eu froid dans le dos en lisant la façon dont les jeunes étaient orientés et formés à seule fin d'exercer à vie un des métiers dont les entreprises de la région avaient exprimé le besoin. Cette conception de la formation ayant pour objectif de faire des "exécutants qu'un responsable d'entreprise soit disposé à embaucher" comme dit H. Muller, est évidemment très loin, exactement à l'opposé, de notre conception de la formation : celle-ci doit être très largement ouverte à toutes les disciplines, offrir le plus de choix possibles et permettre aux jeunes de retarder, aussi longtemps qu'ils profitent de cette formation générale, le jour où ils choisissent de se lancer dans une première activité professionnelle. Concevoir la formation comme

l'adaptation à un métier, c'est fini, car c'est conduire les jeunes vers un piège, tant il est évident que ce qu'on apprend dans ce type de formation sera vite dépassé. Il faut aujourd'hui plus que jamais apprendre à apprendre, à s'ouvrir l'esprit à de nouveaux domaines ou à de nouvelles techniques. Il faut pouvoir, toute sa vie ou presque, être capable de se réorienter, de se recycler, de découvrir.

Ainsi ce que H. Muller appelle notre "dérive", et qui consiste à laisser à chacun l'initiative quant au choix de ses activités, c'est bien une conception différente de la vie. Ce que nous défendons avec nos propositions de démocratie économique, ça n'est pas seulement que la formation ne consiste plus à façonner les gens pour qu'ils soient "employables", c'est aussi que toute la vie cesse d'être centrée sur un emploi. Nous parlons d'ailleurs d'activités, et nous entendons que celles-ci doivent pouvoir varier, doivent pouvoir être diverses. Mais il reste, évidemment, que chacun doit payer de sa personne en participant, par ses activités, à la production dont l'ensemble de la société a besoin.

Si on rejette tant la dictature d'un Parti, que celle des financiers et des experts intéressés, il faut bien s'entendre entre nous pour coordonner la production et décider des meilleures conditions pour la réaliser. C'est le but des Conseils où seront débattus les engagements sous forme de contrats civiques, et qui auront à trancher politiquement si se présentent les monstres décrits ci-dessus, les ruées vers les "emplois gratifiants" (ce qui est très relatif) et la prolifération "d'emplois parasites".

M-L D.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

A. Lavie 120 - P. Le Nin 120 - J. Leblan 20 - J. Legros 100 - R. Marlin 20 - A. Morlot 30 - P. Orliange 370 - R. Quicroit 70 - A. Richard 70 - Mme Robier 70 - A. Sprintz 20 - G. Chauvaux 70 - R. Guérin 50 - Mme Beuret 20 - M. Bourrelly 70 - G. Pons 70 - L. Dalban Moreynas 100 - J. Bjaï 20 - J. Auclair 70. **Total 1.480 F. Merci à tous !**

Cette souscription, qui nous a permis jusqu'ici de maintenir le tarif du journal malgré les augmentations (dont celles, systématiques, des tarifs postaux) sert aussi à assurer le service gratuit à ceux des lecteurs qui, bien qu'intéressés, n'ont pas les moyens de payer leur abonnement au tarif normal. Qu'ils se fassent connaître !

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est soigneusement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne, à droite. Pour ne pas les bousculer... et pour nous éviter l'envoi d'un rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs fois après cette échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour nous régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.

«*A quoi sert à un homme de conquérir le monde s'il doit y perdre son âme ?*». Nous sommes gouvernés par des hommes sans âme, presque sans tête, ainsi que le prouvent les événements mondiaux (élection du nouveau président des États-Unis par exemple). Peut-être faut-il en arriver à un point d'incohérence tel que seule une réaction "naturelle" puisse renvoyer enfin le balancier dans le bon sens. Nous sommes avec vous dans le combat pacifique pour lequel nous vous souhaitons bon courage.

R.R.A., Plobannalec.

Vous protestez souvent contre les reproches d'irréalisme que vous adressez nos adversaires partisans de la pensée unique. Mais il me semble que vous ne cessez pas de prêter le flanc à ces reproches, en répétant sous tous les tons et dans presque tous vos articles, ce qui caractérise toutes les Utopies (entendues au sens de projets impraticables) : l'imprécation méprisante contre la masse des gens trop bêtes pour comprendre vos idées (que je partage par ailleurs).

Voici en substance quelques échantillons dont votre revue est pleine : "Le Français ne réagit que lorsqu'on s'en prend à sa bouffe..." (n° 1004, page 1). "Seul sujet susceptible de réveiller les Français stupidement chauvins et massivement ignorants : la bouffe" (n° 1004, page 6), etc.

Cet étalage de dépit et de mépris pose deux questions - Pourquoi vous mettre au service de l'homme, si vous en pensez tant de mal ?

- Comment pouvez-vous espérer changer la société si la masse des hommes est aussi veule, mesquine et bornée que vous le déplorez ?

Si vous voulez être crédibles (comme je le souhaite vivement), veuillez méditer ces belles paroles de Spinoza : "Les théoriciens philosophes conçoivent les affections qui se livrent bataille en nous, comme des vices dans lesquels les hommes tombent par leur faute ; c'est pourquoi ils ont accoutumé de les tourner en dérision, de les déplorer, de les réprimander... Ils croient ainsi s'élever au faite de la sagesse, prodiguant leurs louanges à une nature humaine qui n'existe nulle part, et flétrissant celle qui existe réellement. Ils conçoivent les hommes non tels qu'ils sont, mais tels qu'ils voudraient qu'ils fussent. De là cette conséquence qu'ils n'écrivent que des Satires et n'ont jamais en Politique de vues qui puissent être mises en pratique". (Traité Politique, chapitre I, § 1). Quoi qu'il en soit, je reste un de vos fidèles lecteurs.

J.M. L., Gap.

RÉPONSE. Nous n'avons pas l'impression de remplir la GR-ED d'imprécations contre la bêtise des gens, et si c'était vrai, vous auriez raison de nous le reprocher. Mais ces deux citations du même N°1004 s'en prennent plus à l'inertie de l'opinion (attendre d'être touché personnellement pour se préoccuper des questions économiques) qu'à sa supposée bêtise. Il ne s'agit donc pas de manifestations de mépris mais bien de dépit. En voici l'explication et la réponse aux deux questions que vous posez : en nous battant

pour changer la société nous ne prétendons absolument pas changer la nature humaine ! C'est sur le système économique que nous nous efforçons d'agir. Parce que nous avons compris que le système actuel, capitaliste et néolibéral, est tel qu'il exalte les pires défauts humains, qu'il place l'individualisme au pinacle, qu'il place au combat et à la rivalité plus qu'à la coopération, qu'il favorise l'arrivisme au mépris des autres, qu'il donne la prime au gagnant même s'il élimine le perdant, qu'il encourage "la débrouille" et le refus des responsabilités, y compris face aux conséquences de certaines "réussites" financières pour la santé et l'environnement¹. Et parce que ce n'est pas tout : en développant la publicité, le sensationnel, le jeu-spectacle et même le tourisme-marchandise, ce système pousse l'être humain à être un consommateur-spectateur qui réfléchit le moins possible et non pas un citoyen conscient et critique qui réfléchit le plus possible.

Ce n'est donc pas notre philosophie (ou son absence), mais notre rage de constater l'un des effets pervers de ce système que vous avez interprété comme du mépris des gens. Merci de nous avoir permis de l'expliquer.

M-L D.

La GR-ED est remplie de clairvoyance et de lucidité sur les problèmes économiques. Sa lecture m'a fait prendre conscience du rôle joué par la monnaie capitaliste dans les rapports entre les individus. L'argent est roi, et pour s'en procurer, la fin justifie souvent les moyens; tant qu'il existera sous sa forme actuelle, il continuera de pourrir la Société, il facilite l'exploitation honteuse de l'homme par l'homme et il entretient les corrupteurs et les corrompus.

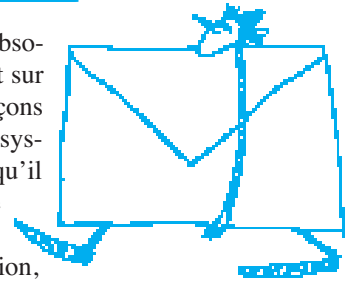
C'est bien le problème n° 1 qu'il faudrait résoudre pour changer les mentalités. Dans le dernier numéro de décembre, vous nous proposez de mener une enquête dans notre entourage sur la monnaie, beaucoup de questions sont à poser, à mon avis, elles resteront sans réponse, tout simplement parce que rares sont ceux qui cherchent à comprendre les mécanismes qui régissent l'argent.

L'ignorance est complète sur ce sujet, trop compliqué, trop nébuleux, la seule évidence est que sans argent, on ne peut pas vivre, il est l'objet de toutes les convoitises, n'est-il pas le symbole du pouvoir ? Les millions de joueurs du loto et autres loteries n'aspirent qu'à la richesse, à la fortune; il me semble que le dieu-argent sera plus difficile à combattre et à abattre que celui des religions.

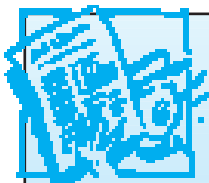
R.G., Tonnay-Charente.

Veuillez trouver ci-joint mon abonnement à votre journal ainsi qu'une participation à "Pour que vive la Grande Relève". La lecture des articles qu'il contient, perspicaces, clairvoyants, m'est toujours aussi agréable et enrichissante. Difficile de décrire l'admiration que j'éprouve pour votre travail et celui de vos collaborateurs.

A.L., Yerres.



1. Ce que décrit ci-dessus dans la tribune libre un autre lecteur, Alain Lavie, pages 12 et 13.



SUGGESTIONS DE LECTURES :

- **KOU, L'AHURI ou LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE.**

Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996 (prix 65 F, franco).

- **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000.**

Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer certains mécanismes (110 F, franco.)

- **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN.**

Texte d'une conférence rédigé par André Prime (25 F, franco).

- **ET SI ON CHANGEAIT ?**

Résumé en bande dessinée par J.Vignes-Elie (25 F franco).

- quelques anciens numéros contiennent des dossiers toujours actuels, ce sont par exemple :

N°972 **LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?**

N°984 **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?**

N°989 **RETRAITES : L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION,**

N°992 **L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE (OMC).**

on peut les commander au journal,
BP 108, 78115 Le Vésinet cédex.

A bonnés, même si vous n'achetez pas ce journal dans les kiosques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible", un gros potentiel de clients.

Ensemble, tirons-en parti :

- demandez à des distributeurs de presse de mettre *La GR-ED* bien en évidence (et ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal, parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela).

- Envoyez-nous les adresses de ceux qui acceptent et de ceux qui refusent

- ET NOUS RECOMMANDERONS À TOUS NOS LECTEURS D'APPORTER LEUR CLIENTÈLE AUX PREMIERS, DE BOUDER LES SECONDS.

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
	(dix exemplaires) 350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E
	<i>par avion, nous consulter</i>		

RÈGLEMENTS :

à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP N°13 402 39 M Paris
ou par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 LE VÉSINET Cédex

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au Groupe Liégeois pour l'économie distributive (GLED), c/o Lucien Gosset, rue Hansez, 21, B 4630 Micheroux. Compte postal 000-0660548-75.

La Grande Relève

DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Directrice de la publication : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Graphisme : LASSERPE, Anne-Laure WITSCHGER

Impression : ARTIS Diffusion : NMPP

Commission paritaire N° 57434 ISSN : 0398-2076

Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex

Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*, : 01 30 71 58 04

Fax : 01 30 71 93 89

Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr

Site internet : <http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/>

